

L'hon. M. Fulton: Monsieur l'Orateur, au sujet des prêts nets approuvés en vertu des dispositions de la loi nationale sur l'habitation dans la province de Québec, de 1954 à septembre 1962, voici la réponse à la première partie de la question: Prêts faits par les prêteurs agréés et assurés par la SCHL, 47,219 se rapportant à 55,612 unités et d'une valeur totale de \$518,078,000; prêts de la SCHL, 24,730 se rapportant à 33,646 unités et d'une valeur totale de \$330,107,000. Par conséquent, il a été accordé au total 71,949 en vertu des dispositions de la loi nationale sur l'habitation, d'une valeur globale de \$911,185,000, se rapportant à 89,258 unités.

Quant à la deuxième partie de la question, les renseignements ne sont pas disponibles. La réponse à la troisième partie est que sur ce nombre élevé de prêts, 223 acquéreurs ont dû se défaire de leur maison parce qu'ils n'avaient pu faire les versements voulus.

La réponse à la quatrième partie de la question est que la loi nationale sur l'habitation renferme déjà des dispositions régissant l'assistance aux familles à faible revenu.

***DEMANDES DE PRÊTS AGRICOLES DANS LA RÉGION DE BONAVENTURE**

Question n° 380—M. Béchard:

Depuis 1958, combien de demandes de prêts la Société du crédit agricole a-t-elle reçues de la circonscription de Bonaventure? Sur ce nombre, combien de demandes ont été approuvées et quel était le montant de chacune?

M. Pigeon: Monsieur l'Orateur, cinq demandes ont été reçues. Trois d'entre elles ont été rejetées et les deux autres ont été approuvées par la Société du crédit agricole canadien, une au montant de \$5,500 et l'autre au montant de \$3,200.

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

Question n° 192—M. Berger:

1. Y a-t-il eu des entretiens, durant la présente année, entre des fonctionnaires du Canada, des États-Unis et de la Colombie-Britannique, ou entre des fonctionnaires de l'un ou l'autre d'entre eux, au sujet de la vente aux États-Unis des bénéfices d'aval dont jouirait le Canada aux termes du traité du fleuve Columbia? Dans le cas de l'affirmative, la question du prix à payer pour ces bénéfices d'aval a-t-elle été étudiée au cours de ces entretiens?

2. Le gouvernement fédéral et la province de la Colombie-Britannique sont-ils tombés d'accord sur la vente à long terme aux États-Unis des bénéfices d'aval aux termes du traité du fleuve Columbia?

***BUREAUX DE RADIO-CANADA À MONTRÉAL**

Question n° 207—M. Rinfret:

1. Quelles sont les adresses des différents bureaux de la Société Radio-Canada à Montréal?
2. Combien de ces bureaux sont loués par la Société?
3. Quel est le coût mensuel global du loyer de ces bureaux?

L'hon. M. Halpenny: Documents déposés.

APPROVISIONNEMENTS DE HOUILLE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Question n° 261—M. Herridge:

1. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelle quantité de charbon, avec mention de la catégorie, a-t-on exportée du Canada?
2. En 1960, 1961 et en 1962 jusqu'à ce jour, quelles quantités de charbon, avec mention de la catégorie, pouvaient obtenir les marchands et les consommateurs en Colombie-Britannique?
3. Les marchands et les consommateurs de charbon de la Colombie-Britannique ont-ils formulé des plaintes au sujet des difficultés qu'ils éprouvaient à obtenir du charbon de chauffage de bonne qualité depuis le 1^{er} janvier 1960? Dans le cas de l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises?

***STATIONS AFFILIÉES À RADIO-CANADA**

Question n° 264—M. Rynard:

1. Lorsque les stations privées de radio sont affiliées au réseau de la Société Radio-Canada, celle-ci peut-elle leur imposer le choix de leurs émissions et leur retirer leur permis si elles ne se conforment pas à ses instructions?
2. Des émissions religieuses transmises par des stations privées locales ont-elles été remplacées par des émissions sportives et autres émissions profanes par suite d'une telle affiliation?
3. Une émission religieuse d'une durée de quinze minutes a-t-elle été réduite à cinq minutes par suite d'une telle affiliation?

L'hon. M. Halpenny: Documents déposés.

EXPORTATIONS DE CÉRÉALES

Question n° 266—M. Thompson:

1. Au cours des périodes allant de 1952 à 1956, de 1957 à 1961 et depuis le 1^{er} janvier 1962, quels ont été le volume et la valeur globale des exportations canadiennes a) de blé et de farine de blé, b) de toutes catégories de céréales?
2. Au cours de chacune de ces périodes, quelles quantités de céréales (réparties ainsi que ci-dessus) a-t-on exportées à des pays sous la domination communiste?
3. Quelle était la valeur de ces exportations?
4. Quels sont a) le montant maximum de crédit accordé pour assurer la partie financière de ces exportations aux pays sous la domination communiste, b) le montant actuel du crédit non encore remboursé à l'égard de ces exportations?